



République du Sénégal

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

AU TITRE DE LA GESTION 2009

**RAPPORT DE REVUE POUR LE CONSEIL SENEGALAIS DES
CHARGEURS**

COSEC

**MARS 2011
(Version Finale)**

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES

GMS Audit & Expertise

Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc

Imm Moustapha N°207, 2^{ème} étage à gauche

Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : 33 867 68 01

Mail : gmac@orange.sn

SOMMAIRE

1. NOTE DE SYNTHESE	5
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	6
1.3. CONSTAT D'AUDIT	7
1.3.1 ECHANTILLON	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES	7
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	8
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE	8
1.4. RECOMMANDATIONS	9
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	9
1.4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	9
1.4.2.2. Sur les DRP.....	9
1.5. CONCLUSION	11
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	12
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	12
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	12
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	13
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT	14
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....	16
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	17
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	17
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES	18
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	18
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	19
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	19
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	21
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit	21
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	22
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	23
3.1. RAPPEL.....	23

3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	23
3.1.2. PROCEDURES.....	24
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES	24
3.2.1. PRESENTATION DU COSEC	24
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU COSEC.....	26
<u>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</u>	<u>28</u>
4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	28
4.1.1. CONSTATS GENERAUX	28
4.1.1.1. Rapports périodiques.....	28
4.1.1.2. Commission interne pour les DRP.....	28
4.1.1.3. Formalisme des marchés de DRP supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77.3 du CMP	28
4.1.2. APPEL D'OFFRES.....	28
4.1.3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX.....	29
4.1.4. ACQUISITIONS PAR ENTENTE DIRECTE NON AUTORISEE EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 76 DU CMP.....	68
4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	70
4.2.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER	70
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE	70
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	70
<u>5. RECOMMANDATIONS.....</u>	<u>70</u>
5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	70
5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	71
5.2.1. SUR LES APPELS D'OFFRES	71
5.2.2. SUR LES DRP.....	71
<u>ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES AO</u>	<u>75</u>
<u>ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES DRP</u>	<u>77</u>

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Généraux de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour le COSEC les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

1.1. Déroulement de la mission

1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert-comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du COSEC se présentent comme suit :

- **Rapports périodiques**

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

- **Commission interne pour les DRP**

Une commission interne différente de la commission réglementaire de passation des marchés, a été mise en place au niveau du COSEC. Elle est chargée d'évaluer et de procéder à l'attribution des marchés passés par Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

1.3. Constat d'audit

1.3.1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu du COSEC ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. Nos contrôles sur ces documents comptables nous ont permis de relever des dépenses effectuées d'un montant total de trois cent soixante huit millions cent mille neuf cent soixante huit francs (368 100 968) F CFA en violation des dispositions du CMP.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur cinq (05) AOO et douze (12) DRP passées par le COSEC au titre de l'exercice 2009 pour un montant de neuf cent quatre vingt six millions soixante onze mille trois cent vingt et un francs (986 071 321) F CFA et sur les acquisitions corrigées par le cabinet mentionnées ci-dessus. Par conséquent, notre taux de couverture est de 88,3 %.

1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Nous présentons ci-après les points de non conformité que nous avons relevés :

- Dépenses effectuées en violation des dispositions du CMP (article 76) pour un montant total de **368 100 968 FCFA** (comprenant notamment des dépenses de carburant (56 310 000 FCFA) et des achats de billets d'avion (140 292 562 FCFA) ;
- Absence d'élaboration des rapports trimestriels en violation des dispositions de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007 ;
- Mise en place d'une Commission interne pour les DRP en violation des dispositions du CMP qui ne reconnaissent que la Commission des Marchés chargée de l'ouverture, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ;
- Absence de Formalisme sur les marchés de DRP supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77.3 du CMP en violation de la circulaire N°0004/PM du 31 Mars 2009,
- Absence de transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP ;
- Délai assez limite imparti aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives, en général 72 h ne tenant pas compte du délai nécessaire à l'attribution du marché ;

- Absence d'exigence de la certification des états financiers fournis par les soumissionnaires pour justifier notamment leur niveau de chiffre d'affaires ;
- Non inscription au PPM des marchés de DRP (bonne pratique) ;
- Absence d'exhaustivité de la liste des DRP transmise à l'ARMP et à la DCMP, en particulier les marchés de DRP ;
- Absence d'évaluation de la conformité des offres des soumissionnaires et de la qualification de l'attributaire pour des marchés présentant un certain niveau de technicité et dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 ;
- Absence de preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence (DRP), en particulier pour les candidats n'ayant pas déposé une offre ;
- Délais limites de dépôt des offres assez imprécis (sous huitaine ou sous quinzaine) ;
- Notification de non attribution à des candidats invités mais n'ayant pas en définitive déposé une offre ;
- Fractionnement de marchés de DRP portant sur des travaux analogues (impression de documents ou confection de boubous) ;
- Consultation de fournisseurs ne respectant pas le formalisme juridique minimal (absence de NINEA, absence de cachet sur les factures pro formas, absence de RCS...) ;
- Absence de fixation dans les bons de commande des délais d'exécution des commandes ;
- Absence de date sur certains PV de réception.

Nous présentons en annexe 1 et 2 un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les différents types de procédures de passation utilisées par le COSEC.

1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent que :

- tous les marchés ne comportent pas de BC, BL ou PV de réception dûment signés ;
- la constitution de retenue de garantie comme prévu dans certains contrats n'a pas été faite;
- des PV de réception non datés ;
- pour certains cas de retard, des pénalités n'ont pas été appliquées.

1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

L'audit physique fera l'objet d'un rapport séparé qui sera remis ultérieurement.

1.4. Recommandations

A la suite de nos constats, nous formulons les recommandations suivantes :

1.4.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- Elaboration des rapports trimestriels et transmission à la DCMP et à l'ARMP ;
- Amélioration des procédures de classement et d'archivage ;
- Renforcement des capacités techniques (formations pratiques) des agents responsables de la passation des marchés, en particulier les membres de la Commission de dépouillement des DRP.

1.4.2. Recommandations relatives aux marchés

- **Sur les appels d'offres**

Le COSEC devrait :

- Exiger que les états financiers fournis par les soumissionnaires pour attester de leur capacité financière par exemple chiffre d'affaires soient impérativement certifiés par un Expert indépendant inscrit dans un Ordre National des Experts Comptables pour assurer leur fiabilité ;
- Impartir aux soumissionnaires un délai assez raisonnable (au moins 10 jours) pour leur permettre de compléter les pièces administratives manquantes ;

1.4.2.2. Sur les DRP

- Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, le COSEC devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de même nature et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme (même en plusieurs lots) ;
- Transmettre à l'ARMP et à la DCMP une liste exhaustive des marchés passés au cours de l'exercice, en particulier ceux portant sur les DRP ;
- Le COSEC devrait veiller à obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;
- Pour des travaux d'impression ou de construction requérant un certain degré de technicité dépassant en particulier les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, un minimum de formalisme doit être impérativement adopté avec l'élaboration d'un cahier de charges et l'évaluation des offres doit tenir compte de

leur conformité par rapport aux spécifications techniques et de la qualification de l'attributaire ;

- Le COSEC devrait exiger des candidats pour des marchés de prestation intellectuelle dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 une offre technique comprenant notamment leur compréhension de la mission, leur méthodologie et leur plan de travail ;
- Le COSEC devrait donner aux soumissionnaires un délai raisonnable pour préparer dans les meilleures conditions leurs offres ; un délai de 48h à 72h étant largement insuffisant ;
- Les matériels et mobiliers pouvant être proposés sous différentes variantes (exemple bureaux, fauteuils ...) doivent impérativement faire l'objet d'un cahier de charges précis permettant de préciser leurs spécifications techniques (qualité des composantes, dimensions...). Il en est de même du contenu des prestations de service à exécuter ;
- La réception d'un matériel présentant des spécificités techniques devrait au préalable faire l'objet de tests de fonctionnement avant que ne soit prononcée sa réception ;
- En l'absence d'un contrat en bonne et due forme, le bon de commande doit préciser le délai d'exécution de la commande pour permettre de fixer dans le temps les obligations contractuelles de l'attributaire ;
- La modification de la consistance d'un marché (exemple ajout de lots additionnels) doit faire l'objet d'un rectificatif transmis à l'ensemble des candidats invités ;
- Le COSEC devrait veiller à finaliser les procédures de contractualisation (attribution) dans les meilleurs délais ;

Le COSEC devrait également veiller à :

- faire figurer dans les lettres d'invitation les noms de tous les candidats invités et à déterminer de façon précise les dates de dépôt des offres en visant le jour et l'heure limite (exemple Lundi 25 Janvier à 10h précises),
- à n'envoyer les lettres de non attribution qu'aux soumissionnaires ayant déposé une offre,
- si les spécificités du marché l'exigent, à évaluer la conformité des offres et la qualification de l'attributaire avant l'attribution du marché.

1.5. CONCLUSION

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le COSEC s'est conformé, de façon assez satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le décret n° 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. Rappel des termes de référence

2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours

de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
 - les seuils des avenants,
 - le respect des délais d'exécution,
 - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et Agences ;
 - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
 - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

2.3. Description des travaux d'audit

2.3.1. Audit de la passation des marchés

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 au COSEC pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La société a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Etats financiers de la société, balance générale, grand livre et rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du COSEC pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP (annexe 2 à 8 du DAO).

2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de la COSEC visent à vérifier le respect des procédures relatives à d'une part l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès du COSEC les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

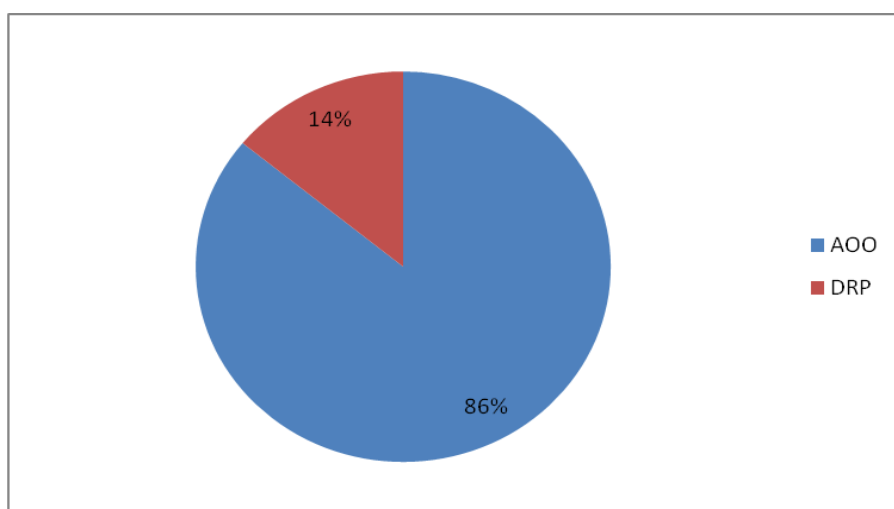
2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

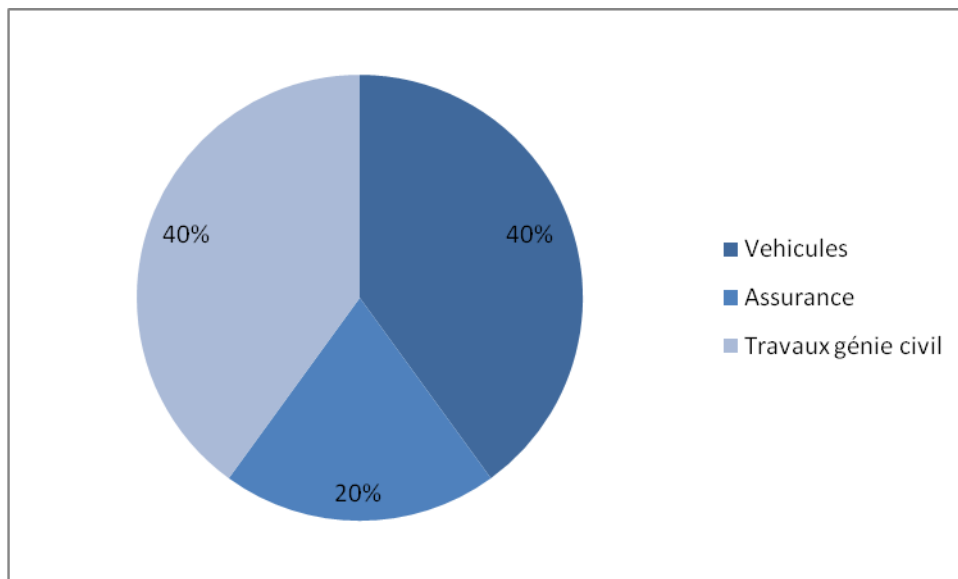
Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmis par le COSEC qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	5	847 190 900
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	12	138 880 421
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	17	986 071 321

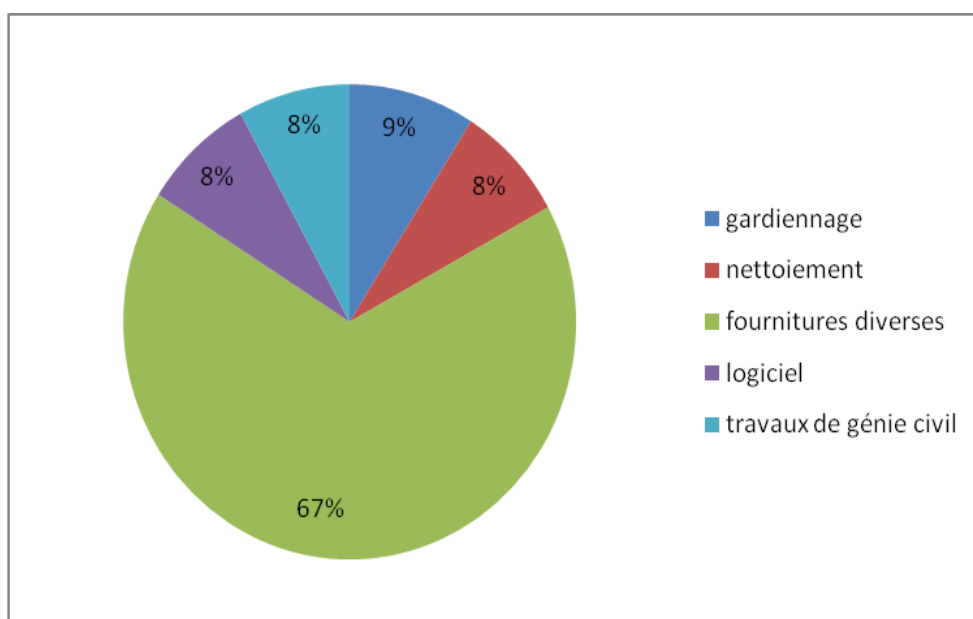
COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



REPARTITION DE L'ECHANTILLON AOO



REPARTITION DE L'ECHANTILLON DRP



2.4.1.1. Correction de l'échantillon initiale

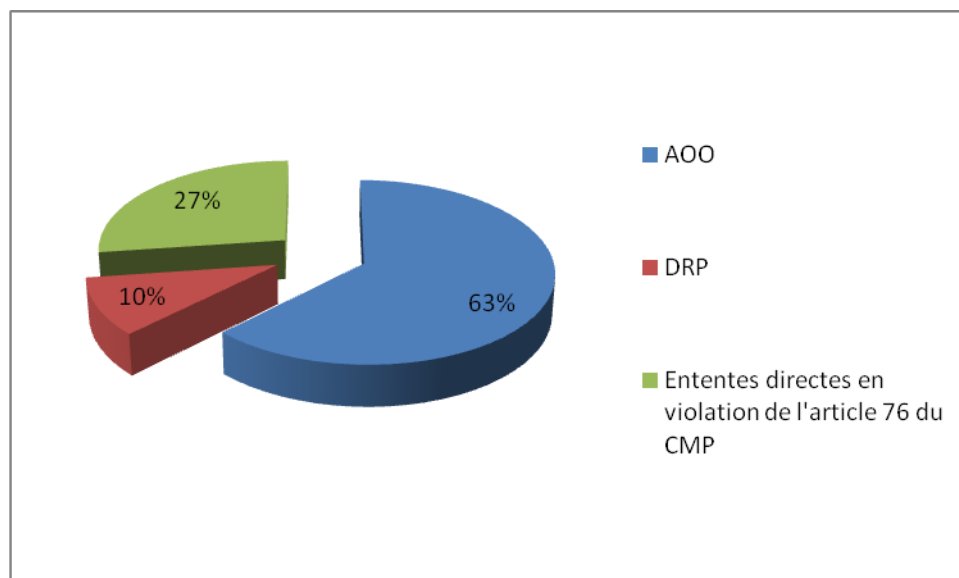
Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers du COSEC concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles nous ont permis de relever des acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions du CMP pour un montant de **368 100 968 F CFA**. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de la société.

2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Nos travaux ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour le COSEC, notre échantillon porte sur cinq (5) marchés passés par appel d'offres et douze (12) DRP corrigés par les acquisitions de **368 100 968 F CFA** non répertoriées sur la liste de la société.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	10	884 477 003	5	847 190 900	50%	95,8%
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	21	232 069 360	12	138 880 421	57,1%	59,8%
Entente directe (ED)						100%
TOTAL	31	1 116 546 363	17	986 071 321	54,8%	88,3 %

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON APRES CORRECTION



2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

Référence Marche	Libellé	Montant
F0653/09	Fourniture de 20 véhicules	151 100 000
F0926/09	fourniture de 3 véhicules	28 400 000
-	travaux de construction d'un entrepôt frigorifique et d'une fabrique de glace à Ndium lot 1	172 674 605
-	travaux d'aménagement parking	24 900 136
-	fourniture de pièces de rechange bateaux taxis	8 322 003
BC n°002843	travaux de mise en place de vidéo surveillance	23 600 000
BC N°0003014	fourniture de matériels informatiques	12 620 828
-	meubles de bureau	3 674 048
-	fourniture d'un logiciel états financiers	8 843 451
Total		434 135 071
Total marchés examinés		1 354 172 221
Taux de couverture audit physique		32%

L'audit physique fait l'objet d'un rapport séparé qui sera transmis ultérieurement.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. Rappel

3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM.

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables au COSEC en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

3.2.1. Présentation du COSEC

Le Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) est créé par la loi n° 75-51 du 03 Avril 1975.

a) Missions

Le Cosec est un établissement public à caractère professionnel qui a pour mission de définir et de promouvoir une politique de protection des intérêts des exportateurs et des importateurs du Sénégal, au regard des problèmes de transport des marchandises par voie de mer. Il a notamment pour but d'œuvrer en vue de la limitation des taux de fret des transports maritimes, de la répartition du fret et de la régularité des services maritimes.

Pour atteindre ces objectifs, le COSEC est habilité à recourir à tous les moyens appropriés et notamment aux négociations avec les armements, les armateurs et à la participation aux Conférences de lignes ; à l'étude de tous les problèmes pratiques et juridiques directement liés aux taux de fret en vue d'y trouver les solutions adéquates.

Tous les importateurs et exportateurs professionnels, personnes physiques et morales exerçant leurs activités au Sénégal sont obligatoirement membres du COSEC.

b) Les organes du Cosec

Ils sont au nombre de trois (3) : l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

L'assemblée Générale comprend :

- Tous les importateurs et exportateurs, personnes physiques et morales exerçant leurs activités au Sénégal représentés par leurs organisations professionnelles ;
- Un représentant du Ministère de la Marine Marchande ;
- Un représentant du Ministère chargé des Finances ;
- Un représentant du ministère du Commerce ;
- Le représentant de l'Union Nationale des chambres de Métiers ;
- Le Directeur Général des Douanes.

L'Assemblée Générale a pour attributs entre autres :

- approbation du programme d'actions élaboré par le Conseil d'administration ;
- approbation des comptes et des états financiers ;
- désignation des Commissaires aux comptes.

Le Conseil d'Administration

L'organe exécutif du Cosec est le Conseil d'administration, il est composé de 12 membres :

- Un représentant du Ministère chargé de la Marine Marchande,
- Un représentant du Ministère des finances,
- Un représentant du Ministère du Commerce,
- Neuf représentants des membres désignés par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration, entre autres :

- fixe le taux du prélèvement ;

- élabore les recommandations de politique générale ;
- prépare un plan de financement et d'investissement ;
- présente à l'Assemblée Générale un rapport d'activités ;
- adopte le projet de budget.

Le Directeur Général

Il est nommé par décret, après avis du Ministre chargé des Transports maritimes sur proposition du Conseil d'Administration.

Il assure le fonctionnement de la Direction Générale.

c) Les Ressources du COSEC

Le budget du COSEC est alimenté par des recettes qui comprennent :

- une cotisation annuelle versée obligatoirement par chacun des membres ;
- un prélèvement applicable à la valeur en douane des marchandises à l'importation par voie maritime ;
- les intérêts et dividendes des titres de participation ;
- les revenus des dons et legs ;
- le produit des services rendus.

3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du COSEC

Nous avons vérifié que le COSEC s'est conformé aux instructions du CMP en publiant dans le journal « Le Soleil » du mercredi 07 janvier 2009, un Avis Général de Passation des Marchés. Elle a transmis à la DCMP le Plan de Passation des Marchés. Par ailleurs, pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP, le COSEC a institué en son sein une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés. En effet, la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en place à la date du 19 décembre 2008. Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ont signé l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique. Cependant, les dates exactes de transmission de l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés et des attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique à l'ARMP et à la DCMP ne nous ont pas été communiquées. Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de sept (07) dont quatre (04) membres titulaires et trois (03) membres suppléants et ceux de la Cellule de Passation des Marchés au nombre de deux (02). La présidence de la Commission des Marchés est assurée par le Directeur de la Promotion et de l'Assistance aux Chargeurs.

Le COSEC a formalisé toute la démarche de passation de marchés publics en procédant à :

- l'élaboration des cahiers de charges,

- l'élaboration de lettres d'invitation aux candidats pour les D.R.P. et à la publication des avis pour les appels d'offres,
- l'élaboration des P.V. d'ouvertures des plis,
- l'élaboration des P.V. ou Rapports d'évaluation technique d'offres,
- l'élaboration des P.V. d'attribution provisoire,
- l'élaboration de lettres de notification d'attribution définitive,
- la publication des attributions provisoire et définitive,
- l'information des candidats non attributaires.

La Commission des Marchés se réunit normalement avec tous les membres désignés, conformément au CMP.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas totalement respectées.

Du point de la qualité des procédures de passation de marchés, l'appréciation que nous pouvons formuler varie en fonction du mode de passation de marchés. Ainsi, si les procédures d'appel d'offres sont globalement bien conduites et les dossiers dépassant les seuils systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCMP, il n'en est pas de même des procédures de DRP où l'essentiel des dossiers conclus au cours de l'exercice 2009 n'ont pas respecté les dispositions édictées par le CMP pour l'évaluation des offres et l'attribution des marchés.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. Audit de la passation des marchés

4.1.1. Constats généraux

4.1.1.1. Rapports périodiques

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009 ;

4.1.1.2. Commission interne pour les DRP

Une commission interne différente de la commission réglementaire de passation des marchés, a été mise en place au niveau du Cosec. Elle est chargée d'évaluer et de procéder à l'attribution des marchés passés par Demande de Renseignements et de Prix (DRP). Ceci n'est pas conforme aux dispositions du Code des Marchés Publics qui ne reconnaît que la Commission des Marchés chargée de l'ouverture, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés et la Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés.

4.1.1.3. Formalisme des marchés de DRP supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77.3 du CMP

De façon générale, nous avons relevé que le COSEC ne respectait pas sur ces types de marchés le formalisme minimal imposé par les dispositions de la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009 avec l'élaboration d'au moins un cahier de charges permettant de déterminer les spécifications techniques requises ainsi que les qualifications requises des soumissionnaires pour participer à ces marchés.

4.1.2. Appel d'Offres

a) Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires

Tel que évoqué dans le chapitre 1, les procès-verbaux d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux soumissionnaires pour 67% des appels d'offres passés en revue en violation de l'article 67 du CMP. Ce manquement de fond peut ouvrir la voie à des recours préjudiciables à la correcte exécution des marchés au niveau du COSEC.

b) Délai imparti aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives

Le délai généralement imparti par le COSEC aux soumissionnaires (en moyenne trois (3) jours) pour compléter les pièces administratives nous paraît assez limite compte tenu de la lenteur administrative que certains soumissionnaires peuvent rencontrer pour obtenir la délivrance de ces documents et de la non compatibilité de ce délai avec la durée du processus d'attribution.

c) Fiabilité des informations fournies par les soumissionnaires pour justifier leur qualification

Le COSEC n'exige généralement pas que les états financiers fournis par les soumissionnaires pour justifier notamment leur niveau de chiffre d'affaires soient certifiés par un auditeur indépendant.

4.1.3. Demande de Renseignements et de Prix**a) Non inscription au PPM**

Bien que cette étape ne soit pas une obligation, elle constitue une bonne pratique. Elle concerne la totalité des DRP passées par le COSEC.

b) Absence d'exhaustivité de la liste des DRP transmise à l'ARMP et à la DCMP

La liste des marchés figurant dans le rapport annuel du COSEC transmise à l'ARMP et à la DCMP n'est pas exhaustive puisque ne renfermant pas cinq (5) marchés passés par la procédure de DRP. Nous avons dû modifier notre échantillon de base pour examiner ces marchés de DRP. Le tableau suivant en donne le récapitulatif :

Objet du marché	Attributaire	Montant
1. Construction d'un mur de clôture pour le complexe frigorifique	LAMI	23 594 100 FCFA
2. Confection de 20 boubous femmes	Complexe SAPHIR	2 950 000 FCFA
3. Impression de la revue Le Monde Maritime	IMAASD	4 071 000 FCFA
4. Confection boubou pour homme	Cayor broderie	12 956 400 FCFA
5. Réalisation de l'étude relative à l'accès à Kayar avant Bateaux taxi.	CSF développement	7 871 484 FCFA

c) Délai de dépôt des offres

Le délai imparti par le COSEC aux soumissionnaires pour le dépôt des offres nous paraît quelque fois très limite. Il est arrivé que ce délai soit fixé à 48h pour un marché portant sur La fourniture de pièces de rechange ou 72 h pour la fourniture de mobiliers de bureaux.

d) Exhaustivité des dossiers d'appel à concurrence

Les dossiers d'appel à concurrence de marchés dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77.3 du CMP transmis aux soumissionnaires sont généralement très incomplets. En effet, le COSEC ne respecte pas sur ces marchés le formalisme minimal imposé par les dispositions de la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009.

e) Evaluation des offres des soumissionnaires

Pour la plupart des DRP qui nous ont été soumises, aucune évaluation de la conformité des offres ni de la qualification des soumissionnaires n'a été faite en dépit du fait que certains de ces marchés contenaient des spécifications techniques précises et dépassaient les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77.3 du CMP. Le prix a été, en définitive le seul élément pris en compte lors de la comparaison des propositions.

f) Preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence

Nous n'avons pas obtenu de manière satisfaisante la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats n'ayant pas déposé une offre.

g) Détermination des délais limites de dépôt des offres

Dans la détermination de la date de dépôt des offres, le COSEC indique généralement "sous huitaine ou sous quinzaine" ce qui ne nous paraît pas précis pour déterminer la date et l'heure limites exactes de dépôt et peut provoquer des contentieux avec les candidats.

h) Notification de non attribution aux soumissionnaires

Le COSEC envoie généralement aux soumissionnaires (y compris ceux n'ayant pas déposé une offre) une lettre standard de non attribution.

i) Fractionnement de marchés de DRP

Des marchés portant sur des travaux analogues (impression de documents ou confection de boubous) ont été lancés en plusieurs DRP même si, en définitive le seuil d'appel d'offres n'est pas atteint.

j) Statut juridique des fournisseurs consultés et formalisme des dossiers de soumission

Dans deux marchés lancés par le COSEC portant respectivement sur la confection de boubous femmes et de boubous hommes, les candidats consultés ne respectaient pas le formalisme juridique minimal imposé par l'article 43 du CMP pour prendre part aux marchés publics (absence de NINEA notamment) et les factures proforma présentées ne renfermaient pas aussi le formalisme minimal requis d'une facture (absence de cachet, absence de NINEA, absence du RCS).

k) Délais d'exécution des commandes

Les délais d'exécution des commandes ne sont pas précisés de manière satisfaisante dans les bons de commande délivrés par le COSEC aux attributaires de ses marchés.

l) Carences sur les P.V. de réception

Les P.V. de réception ne sont généralement pas datés.

Les tableaux qui suivent présentent sous forme de fiches détaillées nos conclusions sur les différents marchés de l'échantillon :

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), fourniture de 20 véhicules	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/02/2009
Date de dépôt des offres	24 mars 2009
Attributaire	ESPACE AUTO
Date du bon de commande	
Date du contrat	15 Septembre 2009
Montant du marché	151.100.000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> • SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE -Lot 1: 183 350 000 FCFA TTC -Lot 2: 19 470 000 FCFA TTC • AFRICAINNE DE L'AUTOMOBILE - Lot 1 199 500 000 FCFA TTC -Lot 2: 18 000 000 FCFA TTC • ESPACE AUTO -Lot 1: 140 600 000 FCFA TTC -Lot 2 : 10 500 000 FCFA TTC • CFAO -Lot 1: 189 863 352 FCFA TTC -Lot 2 : 18 929 520 FCFA TTC • SILCAR - Lot 1 : 188 100 000 FCFA TTC -Lot 2 : 16 500 000 FCFA TTC 	

- MAT FORCE
 - Lot 1 : 208 316 741 FCFA TTC
 - Lot 2 : 16 496 200 FCFA TTC
- SERA
 - Lot 1 : 190 000 000 FCFA TTC
 - Lot 2 : 17 900 000 FCFA TTC
- TATA UNITECH
 - Lot 1: **106 049 944 FCFA TTC**
 - Lot 2 : **6 226 271 FCFA TTC**
- STAR AUTO
 - Lot 1 : 183 350 000 FCFA TTC
 - Lot 2 : 11 200 000 FCFA TTC

Le marché a été attribué au second moins disant du fait que l'offre du moins disant a été jugée non conforme pour notamment non respect de critères jugés essentiels par l'autorité contractante concernant la performance des véhicules à fournir.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Une coquille s'est glissée dans le PV d'ouverture des plis. Le délai du 27 février 2009 fixé aux soumissionnaires pour compléter leurs pièces administratives est largement antérieur à la date d'établissement du PV d'ouverture des plis (24 mars 2009). Il semble que la date visée était plutôt le 27 Mars 2009, - Le délai de trois jours imparti aux soumissionnaires pour compléter leurs pièces administratives nous paraît assez limite, l'attribution n'a eu lieu finalement que sept (7) jours après cette date soit le 3 Avril 2009, - Le cahier des charges n'a pas exigé que les états financiers qui font apparaître le chiffre d'affaires requis parmi les critères de qualification soient certifiés par un auditeur indépendant ; et les candidats n'ont pas transmis les états certifiés permettant de confirmer l'exactitude des chiffres fournis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le COSEC devrait veiller à ce que les procès verbaux élaborés par ses différentes commissions soient dépouillées de coquilles matérielles ; - Un délai suffisant (au moins une semaine) devrait être accordé aux soumissionnaires pour leur permettre de compléter les pièces administratives manquantes. Sinon des candidats moins-disant risqueraient d'être éliminés du fait du délai court imparti ; - Les états financiers fournis par les soumissionnaires pour attester leur capacité financière par exemple chiffre d'affaires doivent impérativement être certifiés par un Expert indépendant inscrit dans un Ordre National des Experts Comptables pour assurer leur fiabilité.

Commentaires de l'AC	L'AC a pris acte des manquements
Appréciation du Cabinet	Les recommandations restent valables

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), assurance flotte automobile

Description	Marchés
Date d'invitation	17 mars 2009
Date de dépôt des offres	17 avril 2009
Attributaire	Lot 1 : ASS, Lot 2 : NSIA, Lot 3 : SALAMA
Date du contrat	30 juin 2009
Montant du marché	Lot 1 : 4 894 891 FCFA, Lot 2 : 28 195 245 FCFA, Lot 3 : 7 376 250 FCFA

Les candidats suivant ont déposé une offre :

- **ASSURANCE LA SECURITE SENEGALAISE (ASS)**
 - Lot 1: **4 894 891 FCFA TTC**
 - Lot 2: 29 706 494 FCFA TTC
 - Lot 3: 23 089 500 FCFA TTC
- SONAM
 - Lot 1: 6 707 381 CFA TTC
 - Lot 2 : 18 219 966 FCFA TTC
 - Lot 3: 10 963 470 FCFA TTC
- COLINA
 - Lot 1: 4 007 760 FCFA TTC
 - Lot 2: 23 131 065 FCFA TTC
 - Lot 3: 7 402 500 FCFA TTC
- **NSIA**
 - Lot 1: 8 288 451 FCFA TTC
 - Lot 2: 28 195 245 FCFA TTC**
 - Lot 3: 14 290 500 FCFA TTC
- PREVOYANCE ASSURANCE
 - Lot 1: 8 837 950 FCFA TTC
 - Lot 2: 28 282 326 FCFA TTC
 - Lot 3: 23 604 000 FCFA TTC
- **SALAMA ASSURANCE**
 - Lot 1: 11 963 480 FCFA TTC
 - Lot 2: 28 178 024 FCFA TTC
 - Lot 3: 7 376 250 FCFA TTC**
- AXA
 - Lot 1: 5 844 682
 - Lot 3: 32 445 000
- CGA
 - Lot 1: 6 626 921
- AMSA
 - Lot 1: 11 475 654
 - Lot 2: 28 174 338

-Lot 3: 25 221 000

Les lots 1 et 2 ont été attribués respectivement aux 2nd et 4^{ème} moins-disant du fait que les offres des mieux disant ont été jugées non conformes pour notamment défaut de prise en charge de garanties demandées dans le cahier des charges (notamment les émeutes).

Non conformités	Le cahier des charges n'exigeait pas des soumissionnaires que les états financiers fournis soient certifiés par un auditeur indépendant
Recommandations	Afin de s'assurer que les chiffres fournis par les soumissionnaires pour justifier leurs capacités financières (notamment le chiffre d'affaires réalisé) sont fiables, le COSEC devrait exiger dans les cahiers de charges que les états financiers soient certifiés par un auditeur indépendant inscrit à un Ordre des Experts comptables.
Commentaires de l'AC	L'AC a pris acte des manquements
Appréciations du cabinet	Les recommandations restent valables

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), Construction d'un entrepôt frigorifique et d'une fabrique de glace à NDIUUM	
Description	Marchés
Date d'invitation	02 octobre 2009
Date de dépôt des offres	04 novembre 2009
Attributaire	SEITIC lot 1; RDC lot 2
Date du contrat	Pas encore signé
Montant du marché	Lot 1 : 466.821.050 F CFA; Lot 2 : 172.674.605 F CFA TTC
Marché finalement annulé, le processus d'annulation est en cours	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un important retard a été noté dans le lancement du marché : suite à l'avis favorable de la DCMP (02 Février 2009), le marché n'a été en définitive lancé que le 02 Octobre soit 8 mois après ; - Un important retard a été aussi relevé dans l'attribution du marché. Bien que le rapport du comité technique ait été élaboré le 06 Novembre 2009, le marché n'a été en définitive attribué que le 03 Décembre 2009 ; - Le cahier des charges (critères qualification) n'exigeait pas des soumissionnaires des états financiers certifiés par un auditeur indépendant ; - Le marché avait été approuvé par les autorités de tutelle du COSEC mais a semblé être par la suite annulé. Nous n'avons pas encore le fonds du dossier pour prendre connaissance des motifs ayant présidé à son annulation ;
Recommandations	Le COSEC devrait mettre à notre disposition le dossier d'annulation du marché pour nous permettre d'en prendre connaissance et finaliser nos travaux.
Commentaires de L'AC	<p>Le retard important noté dans le lancement de l'appel d'offres suite à l'avis favorable de la DCMP ne pourrait être considéré comme un point de non-conformité d'autant plus qu'aucune disposition du CMP ne traite de cet aspect. Toutefois, pour les règles de bonne pratique, nous porterons à l'avenir beaucoup d'attention à la gestion de cet aspect. Aussi, nous tâcherons de respecter les dispositions relatives au délai d'attribution des marchés.</p> <p>Au sujet de l'annulation des marchés approuvés par la tutelle financière du COSEC, la procédure de résiliation est en cours conformément aux dispositions du CMP.</p>
Appréciation du cabinet	Les commentaires de l'AC sont pris en compte dans les conclusions de l'audit.

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO), fournitures de matériel informatique	
Description	Marchés
Date d'invitation	20/01/2009
Date de dépôt des offres	20/02/2009
Attributaire	Lot 1 : Touré Equipement; Lot 2 : Master Office; Lots 3 et 4: Office consommable
Date du bon de commande	
Date du contrat	19 MAI 2009
Montant du marché	Lot 1: 2 550 570 FCFA; Lot 2 : 10 643 482 FCFA ; Lots 3 et 4 : 11 820 910 FCFA
Date de réception	
<p>Les candidats suivant ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OFFICE CONSOMMABLE <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 4 414 484 FCFA TTC -Lot 2: 13 865 000 FCFA TTC -Lot 3: 7 353 288 FCFA TTC -Lot 4: 4 467 268 FCFA TTC • MASTER OFFICE <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 4 294 905 FCFA TTC -Lot 2: 10 643 482 FCFA TTC -Lot 3: 7 024 540 FCFA TTC -Lot 4: 5 920 626 FCFA TTC • SEN TECHNOLOGY <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 3 021 178 FCFA TTC -Lot 2: 13 717 500 FCFA TTC -Lot 3: 7 482 427 FCFA TTC -Lot 4: 6 045 093 FCFA TTC • MCI <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1: 5 763 474 FCFA TTC -Lot 2: 11 564 000 FCFA TTC -Lot 3: 7 874 848 FCFA TTC -Lot 4: 6 374 242 FCFA TTC • CFO TECHNOLOGIE <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1: 9 898 609 FCFA TTC -Lot 2: 15 438 294 FCFA TTC -Lot 3: 11 773 155 FCFA TTC -Lot 4: 13 453 627 FCFA TTC • TOURE EQUIPEMENT <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1: 2 550 570 FCFA TTC - Lot 2: 11 844 250 FCFA TTC -Lot 3 : 6 095 408 FCFA TTC -Lot 4: 10 741 144 FCFA TTC 	

<ul style="list-style-type: none"> • SENAC <ul style="list-style-type: none"> - Lot 2 : 16 962 500 FCFA TTC - Lot 3 : 6 992 680 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai maximal d'une semaine imparti aux soumissionnaires pour compléter les pièces administratives nous paraît assez limite d'autant plus que généralement le délai nécessaire à l'évaluation technique et à l'attribution dépasse généralement au COSEC la durée d'une semaine. En l'espèce, l'attribution a eu lieu deux mois après la date d'ouverture des plis.
Recommandations	<p>Le COSEC devrait pouvoir impartir aux soumissionnaires un délai assez raisonnable (entre au moins 10 à 14 jours) pour leur permettre de compléter les pièces administratives manquantes. En particulier, en application des dispositions de l'article 45 du CMP, le COSEC doit prendre en compte le délai nécessaire à l'attribution du marché pour déterminer le délai de fourniture des pièces administratives manquantes. Ceci devrait permettre en particulier d'éviter d'éliminer des soumissionnaires dont les offres moins-disant manquent quelques pièces administratives.</p>
Commentaires de l'AC	L'AC a pris acte des manquements
Appréciation du Cabinet	Les recommandations restent valables

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Avenant fourniture de véhicule	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/02/2009
Date de dépôt des offres	19/02/2009
Attributaire	ESPACE AUTO
Date du bon de commande	
Date du contrat	19 NOV 2009
Montant du marché	28.400 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV
<p>A la suite de la fourniture de 20 véhicules par Espace Auto, le COSEC a requis de la DCMP l'autorisation de conclure un avenant avec ce fournisseur.</p> <p>La DCMP avait dans un premier temps émis un avis défavorable considérant que les fournitures étaient déjà livrées. Par la suite, la DCMP a donné un avis favorable au vu des explications du COSEC relativement au fait que les formalités administratives d'attribution d'un numéro d'immatriculation aux véhicules (série AD) n'étaient pas encore achevées avec la Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat (CGCPF)</p>	
Non conformités	<p>A notre avis, la DCMP devrait maintenir son avis défavorable du fait que dans l'esprit du Code notamment l'article 23.3 : <i>"Aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet"</i>, la simple exécution de formalités administratives ne devrait pas s'opposer à la réception des fournitures. En particulier, en l'espèce, l'attributaire avait largement dépassé le délai contractuel de livraison des fournitures.</p>
Recommandations	<p>Nous invitons le COSEC à veiller à respecter les dispositions de l'article 23.3 du CMP régissant les cas limitatifs d'avenants à des marchés de base.</p>
Commentaires de l'AC	<p>L'immatriculation des véhicules bien qu'étant une formalité administrative, est une des exigences du DAO. Dans ce cas, la réception de la commande ne pouvait en aucune manière être prononcée sans le respect de cette disposition. Le marché n°F0653/09, portant sur l'acquisition de véhicules ayant été notifié à l'attributaire le 4 octobre 2009, la livraison de ces équipements ne pouvait être faite qu'après l'attribution par la Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat (CGCPE) d'un numéro de série. Ce qui ne permet pas au concessionnaire de procéder à la livraison des véhicules et au COSEC de les réceptionner conformément aux dispositions contractuelles. A ce titre, nous considérons que cet avenant a été valablement passé et autorisé par la DCMP.</p>
Appréciations du cabinet	<p>Les commentaires de l'AC sont pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p>

DRP Entretien et nettoyage du siège du COSEC	
Description	Marchés
Date d'invitation	18/12/2008
Date de dépôt des offres	02/01/2009
Attributaire	NICKEL
Date du bon de commande	Illisible
Date du contrat	17/11/2009
Montant du marché	14 506 980 F CFA TTC
Date de réception	non applicable
<p>cinq candidats ont été consultés et quatre ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GIE DEGGO LIGUEY 1.529.280 F CFA TTC/mois • FK VITPROP, 1.447.388 F CFA TTC/mois • SOGEN, 1.534.000 F CFA TTC/mois • NICKEL, 1.208.915 F CFA TTC/mois <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins-disante. Un contrat a été établi mais le délai d'exécution n'a pas été précisé (prise d'effet du contrat le 02 février 2009 avec tacite reconduction en cas de non dénonciation par l'une des parties).</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Nous n'avons pas la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats (ALIZE et LOC SET) n'ayant pas déposé d'offres ; - L'entreprise F.K. VITPROP a déposé une offre bien que n'ayant pas fait partie des candidats invités à soumissionner ; - Les critères de qualification ne sont pas quantifiés dans les lettres d'invitation (exemple exécution de trois marchés similaires) ; - Dans la détermination de la date de dépôt, le COSEC indique "sous quinzaine" ce qui ne nous paraît pas précis pour déterminer la date limite exacte de dépôt ; - La contenance précise de chaque local devant faire l'objet de la prestation de services n'est pas déterminée. Il est par exemple indiqué "alentours des entrepôts" ; - Dans le PV d'attribution, les membres de la commission se sont limités à dire que l'attributaire présente la meilleure offre financière et les meilleures références sans qu'une quantification comparative des références des soumissionnaires ne soit effectuée.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le COSEC devrait veiller à obtenir de candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ; - Le dépôt des offres doit être strictement limité aux candidats préalablement invités ; - Les critères de qualification doivent être quantifiés

	<p>(exemple deux références de nature analogue) pour permettre une évaluation comparative plus aisée par le comité technique;</p> <ul style="list-style-type: none">- Les dates de dépôt des offres doivent être déterminées de façon précise en visant le jour et l'heure limite (exemple Lundi 25 Janvier à 10h précises) ;- Le contenu précis des prestations à exécuter par les soumissionnaires doit être fixé dans le cahier des charges pour permettre aux soumissionnaires d'appréhender l'étendue des tâches à exécuter ;
Commentaires de l'AC	L'AC a pris acte des manquements.
Appréciations du cabinet	Les recommandations restent valables.

DRP Fourniture de mobiliers de bureau

Description	Marchés
Date d'invitation	05/05/2009
Date de dépôt des offres	07/05/2009
Attributaire	DAOUD BUREAUX
Date du bon de commande	07/05/2009
Date du contrat	Néant
Montant du marché	3 221 400 F CFA TTC
Date de réception	19/05/2009

Six candidats ont été présélectionnés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :

- CCA, 3 327 600 F CFA TTC
- DISTRIBUTION PLUS, 5.156.600 F CFA TTC
- AGEDIS, 4.248.000 F CFA TTC
- OBBO, 5.168.400 F CFA TTC
- DAOUD BUREAUX, 3.221.400 F CFA TTC

Le marché a fait l'objet de bon de commande mais le délai de livraison n'est pas précisé.

Non conformités

- Dans les lettres d'invitation, les spécifications techniques du mobilier à livrer ne sont pas précisées de façon exhaustive (exemple dimension, qualité des composantes du mobilier...) ;
- Les délais impartis pour le dépôt des offres (72 heures) nous paraît très limite et il ne nous pas été possible de nous assurer que tous les candidats ont reçu les lettres d'invitation au moins 72 heures avant la date limite fixée ;
- Nous n'avons pas la preuve de la réception de la lettre d'invitation par le candidat BURO PLUS qui n'a pas déposé d'offres ;
- Dans le PV d'attribution, seule l'offre financière a été évaluée, la conformité des offres n'a ainsi pas été évaluée ;
- Le COSEC a envoyé aux soumissionnaires une lettre standard de non attribution. Cette dernière a ainsi été envoyée même aux candidats n'ayant pas déposé d'offre ;
- Le délai d'exécution du marché n'a pas été précisé dans le bon de commande en violation de l'article 77 du CMP et de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Recommandations	<p>Le COSEC devrait améliorer le formalisme des DRP en veillant à :</p> <ul style="list-style-type: none">- En application de la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, élaborer un cahier de charges même sommaire permettant de préciser les spécifications techniques des marchés de fournitures dont le montant est supérieur au seuil de 3 000 000 FCFA fixé par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 ;- Evaluer la conformité des offres avant l'attribution du marché ;- Laisser aux soumissionnaires un délai suffisant pour préparer leurs offres dans les meilleures conditions afin d'éviter notamment le désistement de certains d'entre eux ;- Obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;- N'envoyer les lettres de non attribution qu'aux soumissionnaires ayant déposé une offre.
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des manquements.
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables.

DRP Travaux d'aménagement du parking

DRP Travaux d'aménagement du parking	
Description	Marchés
Date d'invitation	27/04/2009
Date de dépôt des offres	07/05/2009
Attributaire	Millenium SARL
Date du bon de commande	07/05/2009
Date du contrat	Non disponible
Montant du marché	24 900 136 F CFA TTC
Date de réception	non disponible
Cinq candidats ont été présélectionnés et ont tous déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> MILLENIUM, 24.900.136 F CFA TTC TECHNOLOGIES SERVICES AMENAGEMENT, 27.276.250 F CFA H TVA WARDA SENEGAL, 29.016.200 F CFA TTC GIE INTERCONNEXION, 26.907.516 F CFA TTC ETABLISSEMENT WELY 27.290.450 F CFA TTC 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un bon de commande a été établi mais le délai d'exécution n'y est pas précisé.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Seule une lettre d'invitation sommaire a été envoyée aux candidats. Or, vu le montant du marché, un cahier de charges même simplifié aurait pu être élaboré. Les dispositions de la Circulaire N°0004/PM n'ont ainsi pas été respectées ; - Les critères de qualification n'ont pas été précisés dans les dossiers de lettres d'invitation. En conséquence, les capacités en particulier techniques des soumissionnaires n'ont pas été évaluées et seule l'offre financière des candidats a été en définitive évaluée en violation des dispositions de la Circulaire PM circulaire N° 0044/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ; - Dans la détermination de la date de dépôt, le COSEC indique "sous huitaine" ce qui ne nous paraît pas précis pour déterminer la date limite exacte de dépôt ; - La rubrique "fourniture et pose d'un portail métallique" a été ajoutée à la main sur les lettres d'invitation et les spécifications techniques de la porte (dimensions, caractéristiques particulières...) n'ont pas été précisées. Ceci explique les variations assez importantes notées entre les offres des soumissionnaires sur cette rubrique (400 000 FCFA HTVA à 711 080 FCFA HTVA) ; - le délai d'exécution des travaux n'est pas précisé violant ainsi les dispositions de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 et de sa circulaire n° 0044/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 .

Recommandations	<p>Le COSEC devrait :</p> <ul style="list-style-type: none">- En application de la circulaire N° 0044/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, élaborer un cahier de charges même sommaire permettant de préciser les critères de qualification des soumissionnaires et les spécifications techniques précises des marchés de travaux dont le montant est supérieur au seuil de 5 000 000 FCFA fixé par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 et évaluer la conformité des offres et la qualification des soumissionnaires avant l'attribution du marché ;- Déterminer de façon précise les dates de dépôt des offres en visant le jour et l'heure limite (exemple Lundi 25 Janvier à 10h précises)
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des manquements.
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables.

DRP fourniture de pièces de rechange des bateaux-taxis	
Description	Marchés
Date d'invitation	05/04/2009
Date de dépôt des offres	07/05/2009
Attributaire	THOUMAS M.N
Date du bon de commande	22/05/2009
Date du contrat	Non disponible
Montant du marché	8.284.639 F CFA TTC
Date de réception	non disponible
<p>Six candidats ont été présélectionnés</p> <ul style="list-style-type: none"> • THOUMAS M.N. • GENERAL SHIP SUPPLIERS • ENP, • MATFORCE • IFE • SENEMECA <p>et deux offres ont été reçues. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • THOUMAS M.N. GENERAL SHIP SUPPLIERS, 12.689,85 € • ENP, 13.411,69 € <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Il a fait l'objet de bon de commande mais le délai d'exécution n'est pas précisé.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Nous n'avons pas la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats n'ayant pas soumis d'offres (SENEMECA, MATFORCE et IFE) ; - Le délai imparti pour le dépôt des offres (48 h) nous paraît très limite et a pu peut être justifier le non dépôt d'offres par trois des candidats invités sur les cinq ; - Le délai d'exécution des travaux n'est pas précisé violant ainsi les dispositions de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 et de sa circulaire n° 0044/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ; - Préciser les délais d'exécution des marchés dans les lettres commandes en l'absence d'un contrat en bonne et due forme afin de pouvoir mesurer le degré de respect de leurs obligations contractuelles par les attributaires.
Commentaires de L'AC	Les sociétés SENEMECA, MATFORCE et IFE ont bien été saisies (voir fax et accusé de réception)
Appréciation du cabinet	Les commentaires de l'AC sont pris en compte dans les conclusions de l'audit.

DRP bon de commande N°0003014 fourniture de matériels informatiques	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/09/2009 ; 05/10/2009
Date de dépôt des offres	06/10/2009
Attributaire	Office consommable
Date du bon de commande	31/12/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	12 620 828 F CFA TTC
Date de réception	Non disponible
Cinq candidats ont été présélectionnés et trois ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • CCA International, 15.819.202 F CFA TTC • Office Consommables, 12.620.828 F CFA TTC • AZ MULTISERVICES, 17.018.179 F CFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Nous n'avons pas la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats n'ayant pas soumis une offre (ECOPES et SCIAS) ; - Dans les dossiers de lettres d'invitation, quatre (4) lots ont été définis. Au final, les soumissionnaires ont soumis des offres pour six (6) lots, les lots Vidéo Projecteur et Scanner ayant été ajoutés ; - Nous n'avons pas la preuve de l'établissement d'un PV d'ouverture des plis ; - Le marché a été attribué 75 jours après la date limite de dépôt des offres ; - Aucune évaluation de la conformité des offres n'a été faite. En dépit du fait que des spécifications techniques ont été définies pour chaque type de matériel à livrer, le prix a été le seul élément pris en compte lors de la comparaison des propositions ; - En dépit des spécificités techniques particulières du type de matériels à livrer (matériels informatiques), aucun critère de qualification en termes notamment de capacités techniques des soumissionnaires n'a été défini ; - Nous n'avons pas la preuve de l'établissement d'un PV de réception

Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller :</p> <ul style="list-style-type: none">- à obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;- à ce que la modification de la consistance d'un marché (exemple ajout de lots additionnels) fasse l'objet d'un rectificatif transmis à l'ensemble des candidats invités ;- à finaliser les procédures de contractualisation (attribution) dans les meilleurs délais ;- à ce qu'avant toute attribution, l'évaluation de la conformité des offres et de la qualification des candidats soit effectuée pour les marchés portant sur des fournitures, travaux ou services dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 ;- à ce qu'un PV d'ouverture des plis et un PV de réception soient systématiquement établis à la réception des offres et à la livraison des fournitures et travaux.
Commentaires de L'AC	<p>Vous trouverez en annexe copie des lettres d'invitation déchargées, adressées à ECOPRES et SCIAS. Les lettres d'invitation ont réellement été accompagnées des caractéristiques de six (06) lots composés de postes de travail 19''500 Go, de postes de travail 19''200 Go, d'ordinateurs portables, d'un vidéo projecteur, d'imprimantes et de scanner.</p> <p>Les défaillances notées dans notre système d'archivage ont fait que le bon dossier n'avait pas été remis à l'auditeur.</p>
Appréciation du cabinet	<p>Les commentaires de l'AC sont pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p>

DRP bon de commande N°002927 fourniture de conférenciers

Description	Marchés
Date d'invitation	15/10/2009
Date de dépôt des offres	22/10/2009
Attributaire	SCPME SENEGAL
Date du bon de commande	02/11/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	14.160.000 F CFA TTC
Date de réception	non daté

Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :

- Imprimerie du Millénium, 23.600.000 F CFA TTC
- Synergie Distribution, 15.930.000 F CFA TTC
- SCPME, 14.160.000 F CFA TTC
- ESPRI, 17.700.000 F CFA TTC
- Magenta Production, 17.110.000 F CFA TTC

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un bon de commande a été établi mais le délai de livraison n'a pas été précisé.

Non conformités

- Le marché a été fractionné et aurait pu faire l'objet d'un marché global avec plusieurs lots. En effet, rien que sur le dernier trimestre 2009, trois autres commandes portant sur la fourniture d'agendas (3 540 000 FCFA), sur l'impression d'un journal (4 071 000 FCFA) et de calendriers (6 763 170 FCFA) ont été passées (voir ci – près en Annexe 3 le tableau des DRP fractionnées) ;
- La conformité des offres n'a pas été évaluée alors même que, pratiquement, aucun soumissionnaire n'a repris intégralement dans son offre les spécifications techniques exigées dans les lettres d'invitation. Dans ces conditions, seule l'offre financière des candidats a été évaluée en violation des dispositions de la circulaire du PM n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;
- Du fait de la relative importance du montant du marché et des caractéristiques du marché, un cahier de charges même sommaire aurait pu être établi avec définition de critères de qualification même sommaires ;
- Le bon de commande ne mentionne pas le délai de livraison des fournitures ;
- Le P.V. de réception n'est pas daté.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, le COSEC devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de nature et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ;- L'évaluation de la conformité des offres et de la qualification des candidats doit être effectuée préalablement à l'attribution des marchés portant sur des fournitures, travaux ou services dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 et sur la base d'un cahier des charges précis ;- Le bon de commande doit préciser les délais d'exécution du marché afin de pouvoir mesurer le degré de respect de leurs obligations contractuelles par les attributaires
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des recommandations
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP Logiciel d'états financiers et comptables (installation et paramétrage)	
Description	Marchés
Date d'invitation	non disponible
Date de dépôt des offres	non disponible
Attributaire	HPC
Date du bon de commande	23/12/2009
Date du contrat	25/12/2009
Montant du marché	8.843.451 F CFA TTC
Date de réception	non disponible
<p>Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HPC, 8.843.451 F CFA TTC • COSER, 9.739.924 F CFA TTC • Soft Solution SARL, 9.775.386 F CFA TTC • Office consommable, 9.896.439 F CFA TTC • Afrique Global Service, 10.220.939 F CFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les lettres d'invitation adressées aux candidats, le logiciel SAGE a été visé comme marque de logiciel, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 7 du CMP qui proscriit toute référence à des noms de marques ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier ; • Un cahier de charges complet n'a pas été établi pour permettre de définir exhaustivement les spécifications techniques du logiciel à fournir ; • Aucun critère de qualification n'a été défini alors même que la spécificité technique du matériel à livrer requiert une qualification dans le domaine de la fourniture de logiciels ; • L'évaluation de la conformité des offres n'a pas été effectuée, seul le prix a été pris en compte comme élément d'évaluation ; • Tous les soumissionnaires ont facturé la rubrique "Formation" sauf l'attributaire. Or, en soustrayant cette rubrique des offres financières de ces soumissionnaires, l'offre de l'attributaire serait classée en 4^{ème} position ; • Les investigations que nous avons menées nous ont conduites à établir qu'en dehors de l'attributaire, les autres soumissionnaires ne sont pas connus pour être des fournisseurs agréés par SAGE à commercialiser ce type de

	<p>logiciel ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'offre financière de l'attributaire nous paraît très surévaluée à peu près cinq (5) à six (6) fois le prix normal conseillé par SAGE sur le marché. En effet, les investigations que nous avons faites nous ont conduites à établir les prix fixés par SAGE à ses revendeurs agréés ainsi qu'il suit : <ul style="list-style-type: none"> - Le coût du logiciel en mode réseau (15 postes) avec le droit d'entrée et le DUA (droit d'utilisation annuelle) est de 2 875 Euros soit l'équivalent de 1,88 Millions FCFA, - Le coût du logiciel en mode réseau (999 postes) avec licence mais sans mis à jour est de 2 320 Euros soit l'équivalent de 1,53 Millions FCFA. <p>L'attributaire a proposé le mode droit d'entrée avec DUA au prix de 8 843 451 FCFA qui, non seulement n'est pas économique du point de vue de son coût mais oblige le COSEC à payer annuellement un DUA d'à peu près 1000 Euros soit 656 000 FCFA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le P.V. de réception n'est pas joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - En application des dispositions de l'article 7 du CMP, toute référence à une marque doit être proscrite dans les dossiers d'appel à concurrence ; - Du fait des spécificités techniques d'un logiciel, un cahier de charges complet devrait être établi permettant de définir les critères de conformité des offres et les critères de qualification des soumissionnaires en particulier l'exigence pour ces derniers d'avoir des références analogues dans ce domaine ; - Les acquisitions de fournitures ayant un certain degré de technicité comme les logiciels devraient en priorité être faites par voie d'appel d'offres ouvert pour permettre au COSEC de viser le plus grand nombre de candidats susceptibles de fournir le produit à des prix raisonnables avec une qualité appréciable.
Commentaires de L'AC	<p>Le logiciel SAGE n'a pas été visé. Les DRP d'invitation mentionnent « compatibles » avec la ligne 100 de SAGE. Cette spécification est indispensable pour l'interconnexion des systèmes du COSEC. C'est de la même manière que l'environnement Windows Server a été spécifié. Par ailleurs, il existe beaucoup d'applications logicielles capables de s'interfacer avec SAGE sans pour autant être des produits de la gamme SAGE.</p> <p>Les Logiciels « Etats financiers », reconnus par les experts et cabinets comptables, comme ceux de la comptabilité et la paie sont des standards dont les spécifications essentielles sont identiques à plus de 95%.</p>

	<p>Ce sont des entreprises qui ont été choisies sur la base d'un agrément accordé par le COSEC et qui disposent de qualifications nécessaires pour exécuter des commandes de cette nature.</p> <p>L'évaluation a été effectivement faite. Tous les soumissionnaires ayant proposé le même produit, à savoir SAGE ECF, le critère déterminant restait le coût.</p> <p>La prestation « formation » de l'attributaire a été effectivement opérée. La mention « NB : Hors offre de formation » avait alors soulevé notre attention. En réalité, le prestataire avait d'ailleurs expliqué que son offre incluait la formation et qu'il n'était nullement nécessaire de la chiffrer.</p> <p>Les lettres d'invitation ne stipulaient pas que les soumissionnaires devaient être des fournisseurs agréés auprès de SAGE à partir du moment où la gamme de produits SAGE n'était pas explicitement visée. Le coût du logiciel est de 3 569 400 FCFA au lieu de 8 843 451 FCFA. Le COSEC n'ayant jamais disposé de logiciel d'états financiers a demandé un accompagnement depuis l'expression des besoins jusqu'à la formation. Les autres coûts prennent en charge ces différentes prestations.</p> <p>En réalité, c'est dans l'optique de supprimer au bout de deux exercices les DUA que le COSEC a voulu un transfert de compétences intégral vers ses ressources aussi bien de la Direction Financière que la Direction Informatique.</p> <p>Pour des raisons liées au calendrier de l'Assemblée Générale, les états financiers n'ont pas encore été approuvés et la décision avait été prise de valider l'installation intégrale de SAGE ECF après approbation d'au moins un exercice à partir de ce logiciel d'états financiers.</p>
Appréciation du cabinet	<p>Les commentaires de l'AC sont pris en compte au niveau des conclusions de l'audit.</p>

DRP Bon de commande n°002943 fourniture d'objets promotionnels	
Description	Marchés
Date d'invitation	12 /10/2009
Date de dépôt des offres	30/10/2009
Attributaire	Synergie distributions
Date du bon de commande	09/11/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	14.071.500 F CFA TTC
Date de réception	Non disponible
<p>Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deggo Liguey, 17.196.140 F CFA TTC • Imprimerie du Millénium, 20.384.500 F CFA TTC • Synergie Distribution, 14.071.500 F CFA TTC • SCPME, 15.953.600 F CFA TTC • ABN.com, 15.677.185 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins-disante. Un bon de commande a été établi mais le délai de livraison n'a pas été précisé.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • En dépit du montant assez important du marché et des spécifications techniques attachées (une partie du marché nécessitant des travaux de confection avec la personnalisation des objets à livrer), aucun cahier de charges n'a été élaboré ; • L'évaluation n'a porté que sur l'offre financière en violation des dispositions de la circulaire du PM n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 • Le P.V. de réception n'est pas daté.
Recommandations	Vu le montant relativement important du marché, un cahier des charges même sommaire aurait pu être établi pour permettre de définir notamment des critères de qualification des soumissionnaires et des critères de conformité des offres et évaluer les offres en tenant compte de ces critères.
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des recommandations
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP Bon de commande n°002979 Fourniture de calendriers	
Description	Marchés
Date d'invitation	non disponible
Date de dépôt des offres	non disponible
Attributaire	RAI
Date du bon de commande	04/12/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	6.763.170 F CFA TTC
Date de réception	non précisé
<p>Cinq candidats ont été présélectionnés et trois offres ont été reçues. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe MPI, 2.500 F CFA TTC/unité • NET, 2.700 F CFA TTC/unité • RAI, 2.100 F CFA TTC/unité. • <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins-disante. Un bon de commande a été établi mais le délai de livraison n'est pas précisé.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Nous n'avons pas la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats n'ayant pas déposé une offre (SYNERGIE et SCPME) ; • S'agissant de travaux d'impression dont le montant est supérieur au seuil défini par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, le formalisme minimal imposé par la Circulaire N° 0004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre n'a pas été respecté. En particulier, aucun cahier de charges n'a été établi pour permettre de déterminer les qualifications minimales à remplir par les soumissionnaires (exemple exécution au moins d'un marché analogue) ; • Seule l'offre financière des soumissionnaires a été évaluée ; • Le bon de commande ne précise pas le délai de livraison et est présenté de façon très sommaire ; • Le P.V. de réception n'est pas daté et le Bon de livraison ne figure pas dans le dossier qui nous a été soumis.
Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;

	<ul style="list-style-type: none">- à élaborer un cahier de charges complet permettant de définir les critères de conformité des offres et les critères de qualification des soumissionnaires en particulier l'exigence pour ces derniers d'avoir des références analogues dans le domaine des travaux d'impression ;- le marché étant supérieur aux seuils définis par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, l'attribution du marché devrait, au-delà du prix, tenir compte de la conformité des offres et de la qualification des soumissionnaires ;- Les documents émis par le COSEC au cours de la procédure d'exécution du contrat (bon de commande, PV de réception...) doivent revêtir un minimum de formalisme (date, précision des délais d'exécution du marché...)
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des recommandations
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP Bon de commande n°002843 Fourniture de vidéosurveillances

Description	Marchés
Date d'invitation	08/06/2009
Date de dépôt des offres	non précisé
Attributaire	Afrique Global Services
Date du bon de commande	28/07/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	23 600 000 F CFA TTC
Date de réception	04/09/2009

Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :

- Baol Service, 27.682.800 F CFA TTC
- RIS, 25.128.100 F CFA TTC
- TRADINEX Informatique, 29.732.020 F CFA TTC
- Afrique Global Service, 23.600.000 F CFA TTC,
- NTA, 23.909.160 F CFA TTC.

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un bon de commande a été établi mais le délai de livraison n'est pas précisé.

Non conformités

- Les lettres d'invitation ne précisent pas le délai accordé aux soumissionnaires pour le dépôt des offres ;
- Marché dont le montant est supérieur au seuil défini par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, le formalisme minimal imposé par la Circulaire N° 0004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre n'a pas été respecté. En particulier, aucun cahier de charges n'a été établi pour permettre de déterminer les qualifications minimales à remplir par les soumissionnaires (exemple exécution d'au moins un marché analogue) ;
- Dans les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires, les spécifications techniques détaillées du matériel à livrer (système de vidéo surveillance) n'ont pas été précisées, en lieu et place les soumissionnaires étaient invités à se rapprocher de la cellule informatique pour de plus amples informations. Cette procédure peut entraîner une distorsion de la concurrence du fait des informations disparates pouvant être remises aux soumissionnaires ;
- En dépit des spécificités techniques du matériel à livrer et des qualifications techniques exigées, l'évaluation n'a porté que sur les offres financières ;
- Le PV de réception n'aborde pas les éventuels tests de fonctionnement opérés sur le matériel avant de déclarer sa réception effective ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Le bon de commande ne précise pas le délai de livraison et est présenté de façon très sommaire.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation doivent contenir toutes les mentions nécessaires (désignation du candidat, objet du marché, date limite de dépôt des offres, lieu de dépôt...); - le marché étant supérieur aux seuils définis par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, un cahier de charges complet permettant de définir les critères de conformité des offres et les critères de qualification des soumissionnaires devait être élaboré et l'attribution du marché devrait, au-delà du prix, tenir compte de la conformité des offres et de la qualification des soumissionnaires ; - La réception d'un matériel présentant des spécificités techniques devrait au préalable faire l'objet de tests de fonctionnement avant que ne soit prononcée sa réception ; - En l'absence d'un contrat en bonne et due forme, le bon de commande doit préciser le délai d'exécution de la commande pour permettre de fixer dans le temps les obligations contractuelles de l'attributaire.
Commentaires de L'AC	L'AC a pris acte des recommandations
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP fourniture de mobiliers de bureaux	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/11/2009
Date de dépôt des offres	27/11/2009
Attributaire	GTIS
Date du bon de commande	04/12/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	3.674.048 F CFA TTC
Date de réception	17/12/2009
<p>Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GTIS, 3.674.048 F CFA TTC • Etablissement Mouhamed GAYE, 3.728.800 F CFA TTC • Papeterie Wakeur Nabi, 3.842.080 F CFA TTC • Keur Dabakh, 3.779.540 F CFA TTC • GIE Binta Multiservices, 3.891.640 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un bon de commande a été établi et le délai de livraison de 15 jours a été respecté.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune spécification technique n'a été définie pour les mobiliers à fournir (dimensions, qualité des composantes...), il est simplement précisé : meubles de rangement, fauteuils Président, bureau Président avec angle, retour et caisson ; • L'évaluation a été faite sur la base uniquement des offres financières sans tenir compte de la contenance des mobiliers à livrer, • Dans ces conditions, il est difficile d'établir sur quelle base objective le comité d'évaluation s'est basé pour s'assurer que les offres des fournisseurs seront conformes aux types de mobiliers requis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Les matériels et mobiliers pouvant être proposés sous différentes variantes (exemple bureaux, fauteuils ...) doivent impérativement faire l'objet d'un cahier de charges précis permettant de préciser leurs spécifications techniques (qualité des composantes, dimensions...) ; - L'attribution du marché devrait, au-delà du prix, tenir compte de la conformité des offres et de la qualification des soumissionnaires.
Commentaires de L'AC	Pas de commentaires
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP fourniture d'agendas	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/09/2009
Date de dépôt des offres	06/10/2009
Attributaire	SCPME
Date du bon de commande	02/11/2009
Date du contrat	Non applicable
Montant du marché	3 540 000 F CFA TTC
Date de réception	PV non daté
<p>Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PAPETERIE DEGGO LIGGUEY 4 130 000 F CFA TTC • IMPRIMERIE DU MILLENIUM, 4 425 000 F CFA TTC • SCPME, 3 540 000 F CFA TTC • AGOA, 4 720 000 F CFA TTC • SYNERGIE, 4 720 000 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un bon de commande a été établi mais le délai de livraison n'y est précisé.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le marché a été fractionné et aurait pu faire l'objet d'un marché global avec plusieurs lots. En effet, rien que sur le dernier trimestre 2009, trois autres commandes portant sur la fourniture de conférenciers (14.160.000 F CFA TTC FCFA) et de calendriers (6 763 170 FCFA) et sur l'impression d'un journal (4 071 000 FCFA) ont été passées ; • Aucun critère de qualification n'a été défini bien que le marché, qui requiert des travaux d'impression, exige une qualification technique dans le domaine de l'impression.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, le COSEC devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de même nature et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ; - Le marché exigeant des capacités techniques dans le domaine des travaux d'impression devrait faire l'objet d'une définition de critères de qualification afin d'exiger au moins une référence analogue dans le domaine aux soumissionnaires.
Commentaires de L'AC	Pas de commentaires
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP construction d'un mur de clôture pour le complexe frigorifique	
Description	Marchés
Date d'invitation	07 DEC 2009
Date de dépôt des offres	néant
Attributaire	LAMI
Date du bon de commande	25 DEC 2009
Date du contrat	Néant
Montant du marché	23.594.100 F CFA TTC
Date de réception	06 mars 2010
<p>Les cinq candidats invités ont tous soumis une offre. Il s'agit de :</p> <p>LAM LAMI, 23 594 100 FCFA TTC SEITC, 25 311 000 FCFA TTC RDC, 23 865 500 FCFA TC SARRE CONS, 24 496 800 FCFA TTC SNGES SURL, 24 475 000 FCFA TTC</p> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'est pas inscrite dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à L'ARMP ; - L'évaluation de la conformité des offres n'a pas été effectuée ; - En dépit des spécificités techniques du marché (travaux de construction), aucun critère de qualification n'a été défini en termes au moins de capacités techniques du soumissionnaire ; - En conséquence, l'évaluation de la conformité des offres et de la qualification de l'attributaire n'a pas été effectuée.
Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller à ce que :</p> <p>Les marchés figurant dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP soient exhaustifs,</p> <p>Pour des travaux de construction dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, un minimum de formalisme soit adopté avec l'élaboration d'un cahier de charges définissant les critères de conformité des offres et de qualification des soumissionnaires. Ceci devrait permettre, au-delà du prix, de prendre en compte la conformité des offres et la qualification de l'attributaire avant de prononcer l'attribution du marché.</p>
Commentaires de l'AC	Pas de commentaires
Appréciation du Cabinet	Les recommandations restent valables

DRP confection de 20 boubous pour femme	
Description	Marchés
Date d'invitation	Néant
Date de dépôt des offres	Néant
Attributaire	COMPLEX SAPHIR
Date du bon de commande	25 DEC 2009
Date du contrat	Néant
Montant du marché	2 950 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Cinq candidats ont été consultés et cinq offres ont été recus :</p> <p>Moustapha Mbaye: 165 000 HT FCFA El Haji Baba Gath: 150 000 HT FCFA Malick Gueye: 175 000 HT FCFA Babacar Ndiaye: 140 000 HT FCFA Complexe Saphir: 125 000 HT FCFA</p> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • DRP non inscrite dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP ; • Le marché total portant sur la confection de boubous hommes et femmes (16 838 600 FCFA) a été fractionné et attribué à trois fournisseurs alors même qu'il pouvait faire l'objet d'une seule DRP ; • La conformité des offres n'a pas été évaluée. Ainsi l'évaluation n'a porté que sur l'offre financière ; • En dehors de l'attributaire, les autres fournisseurs consultés n'ont pas de NINEA ; • Les caractéristiques des boubous définies ainsi qu'il suit : "boubou femmes, trois pièces bazin riche brodé ou brodé coton" nous paraissent insuffisantes pour permettre à un couturier de faire une offre conforme aux exigences voulues. Dans ces conditions, nous ne savons pas les éléments qui ont permis à la commission d'attribution d'évaluer les offres des candidats ; • Aucun PV de réception ne figure dans le dossier ; • Le bon de commande ne précise pas le délai d'exécution du marché.
Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les marchés figurant dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP soient exhaustifs ; - Pour des travaux de confection de ce type requérant un

	certain degré de technicité même ne dépassant pas les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, un minimum de formalisme doit être adopté avec l'élaboration d'un cahier de charges ;
Commentaires de l'AC	Pas de commentaires
Appréciations du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP REALISATION DE L'ETUDE RELATIVE A L'ACCES AU GAILLARD AVANT BATEAU TAXI	
Description	Marchés
Date d'invitation	01 DEC 2009
Date de dépôt des offres	03/ DEC/2009
Attributaire	CSF DEVELOPPEMENT
Date du bon de commande	07/05/2009
Date du contrat	15 DEC 2009
Montant du marché	7 871 484 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Cinq candidats ont été invités et trois ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <p>CSF DEV, 7 871 484 FCFA TTC CAO, 10 950 000 FCFA TTC THETYS CONCEPT, 9 183 398 FCFA TTC</p> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Un contrat a été établi mais le délai de livraison n'est pas précisé.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de preuve de la réception de la lettre d'invitation par le candidat "Chantiers Navals" qui n'a pas déposé une offre ; • Dans les lettres d'invitation envoyées aux candidats, il était simplement demandé la fourniture d'une offre pour la réalisation de l'étude, aucune offre technique permettant aux candidats de décrire leur compréhension de la mission, l'approche méthodologique, ni le calendrier de réalisation n'était requise ; • Le délai de 72h imparti aux candidats nous paraît assez limite pour le dépôt d'une offre nécessitant normalement une offre technique. Un des candidats consultés s'est ainsi désisté pour ce motif ; • Seul le prix a été pris en considération pour l'évaluation des offres et l'attribution du marché, aucune exigence en termes de qualification technique n'était requise • Pas de P.V. de réception.

Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller :</p> <ul style="list-style-type: none">- à Obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;- à élaborer un cahier de charges complet permettant de définir les critères de conformité des offres et les critères de qualification des soumissionnaires en particulier l'exigence pour ces derniers d'avoir des références analogues dans le domaine des travaux d'impression ;- à exiger des candidats pour des marchés de ce type une offre technique comprenant notamment leur compréhension de la mission, leur méthodologie et leur plan de travail ;- à leur donner un délai raisonnable pour préparer dans les meilleures conditions ces offres.
Commentaires de L'AC	Pas de commentaires
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables

DRP CONFECTON DE 79 BOUBOUS POUR HOMME

Description		Marchés
Date d'invitation		30 oct. 2009
Date de dépôt des offres		01/NOV/2009
Attributaire		CAYOR BRODERIE
Date du bon de commande		Pas bon de commande
Date du contrat		Pas de contrat
Montant du marché		12 956 400 F CFA TTC
Date de réception		Pas de PV de réception
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Les factures proformas reçues des candidats en dehors de l'attributaire dans le cadre de cette DRP étaient établies sur papier libre et ne renfermaient pas le minimum de formalisme : absence de cachets, de NINEA et de numéro de RCS ; Les prix facturés pour les bazin trois pièces riche et super riche (respectivement 188 800 FCFA et 324 500 FCFA) nous paraissent surévalués par rapport aux prix du marché. 	
Recommandations	<p>Cette acquisition ne nous paraît pas rentrer dans l'objet social du COSEC et les prix facturés par l'attributaire nous paraissant surévalués, les autorités du COSEC doivent veiller à éviter ces types de dépenses difficilement rattachables à l'objet social et ne consulter que des candidats, à priori (à tout le moins) formellement constitués (RCS et NINEA notamment)</p>	
Commentaires de L'AC	Pas de commentaires	
Appréciation du cabinet	Les recommandations restent valables	

DRP IMPRESSION DE LA REVUE: LE MONDE MARITIME

DRP IMPRESSION DE LA REVUE: LE MONDE MARITIME	
Description	Marchés
Date d'invitation	Pas de lettres d'invitation
Date de dépôt des offres	Néant
Attributaire	IMAASD
Date du bon de commande	Pas de bon de commande
Date du contrat	Pas de contrat
Montant du marché	4 071 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Cinq candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. IMAADS, 4 071 000 FCFA TTC 2. IMPRIMERIE LA BALANCE, 5 560 000 FCFA TTC 3. FLASH IMPRIM, 5 300 000 FCFA TTC 4. KEUR KHADIM DIAMBAR, 5 050 000 FCFA TTC 5. GROUP"EXPRESS, 4 500 000 FCFA TTC 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • DRP non inscrite dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP ; • S'agissant de travaux d'impression, aucune qualification technique n'est exigée des soumissionnaires ; • Aucun PV de réception ne figure dans le dossier ;
Recommandations	<p>Le COSEC devrait veiller à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les marchés figurant dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP soient exhaustifs ; - Pour des travaux d'impression requérant un certain degré de technicité dépassant en particulier les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007, un minimum de formalisme doit être adopté avec l'élaboration d'un cahier de charges et l'évaluation des offres tenant compte de leur conformité par rapport aux spécifications techniques et de la qualification de l'attributaire.
Commentaires de L'AC	PV de réception transmis en complément d'information.
Appréciation du cabinet	Les autres recommandations restent valables.

4.1.4. Acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositions de l'article 76 du CMP

Nos travaux sur l'exhaustivité des marchés nous ont permis de relever des acquisitions non conformes aux dispositions du CMP. Ces dépenses s'analysent comme suit :

Fournisseurs	Objet	Montants en F CFA
CCBM voyage	voyage et déplacement	64 468 437
Sénégal tours	voyage et déplacement	23 468 550
SDV voyage	voyage et déplacement	2 866 800
SENEMAR Tours	voyage et déplacement	2 800 000
Tunis air	voyage et déplacement	13 872 000
Divers	achat billets d'avion	32 816 775
Shell Sénégal	Carburant	53 621 000
KTM oil	Carburant	2 689 000
Pape sambare Diop (notaire)	Honoraires (acquisition d'immeuble pour le COSEC)	18 750 000
Aida Ndiaye	Frais organisation arbre de Noel	6 990 000
Fabineta Seck	Frais organisation arbre de Noel	9 050 000
Coumba Seye Ndiaye	honoraire prestations	5 000 000
CONVERGIS	association image COSEC lors de la diffusion de classe affaire 20mn	36 000 000
Oxford Business Group	insertion magazine OXFORD BUSINESS GROUP	6 354 255
Veritas	publication d'1/4 de page de publicité dans l'hebdo valeur actuelle	7 979 552
FERLO. COM	insertion publicitaire	4 720 000
SAMIRA CLUB	colonie de vacance Tunisie	39 071 619
ACI	acquisition de matériels informatiques	13 536 960
Afreupex International	acquisition de matériels informatique	12 323 920
SENAC	acquisition de matériels informatique	11 722 100
		368 100 968

Commentaires de l'Autorité Contractante :

Voyages et déplacements :

En ce qui concerne les voyages et déplacements, les tarifs appliqués par les Agences proviennent de la même source. L'attribution du marché à une seule agence, ne nous a pas paru efficace et économique du simple fait que les agences n'ayant aucune maîtrise des tarifs imposés par les compagnies aériennes, sont obligées de répercuter tout ajustement au client.

Aussi, considérant que tous les déplacements ne sont pas planifiés, que les prix peuvent évoluer à tout moment pour obliger l'autorité contractante à signer un avenant avec des délais quelque fois assez longs, qui oblige au cas échéant de renoncer au déplacement, nous avons estimé plus intéressant d'accorder l'agrément à trois ou quatre agences pour nous permettre, au besoin de procéder à une comparaison des prix.

Carburant et Lubrifiant

Les commandes du COSEC sont faites directement auprès des compagnies pétrolières du fait du comportement quasi oligopolistique du secteur pétrolier, sur la base de prix plafonds imposés par voie réglementaire. L'uniformisation des prix au détail qui en résulte rend quasiment, sans objet, le jeu de la concurrence qui, s'il était appliqué par notre établissement, donnerait lieu à des frais plus élevés que les économies escomptés.

Frais d'organisation Arbre de Noel

Les sommes versées à Fabineta Seck et Aida Ndiaye (membres de la commission chargée d'organiser l'arbre de Noël) sont destinées à couvrir les subventions accordées aux enfants du personnel pour l'achat de cadeaux et les frais d'organisation de la cérémonie. Vous trouverez ci-joint les différentes rubriques des dépenses.

Insertions publicitaires (Convergis, Veritas, Ferlo. Com, Oxford Group)

Pour les insertions dans Ferlo.com (journal de ligne), Oxford Business Group (tirage du journal sur les performances économiques du Sénégal) et Convergis (sponsorisation d'une émission économique axée sur le transport en relation avec 2STV), il s'agit de supports uniques chacun en ce qui le concerne dans son genre. Le COSEC juge que ces médias peuvent constituer des vecteurs de communication à l'endroit de sa cible d'opérateurs économiques et signe des ordres d'insertion. Il ne pouvait y avoir de DRP dans ce cas.

Acquisition matériels informatiques (AFREUPEX, ACI, SENAC)

En ce qui concerne le matériel informatique, le COSEC, dans le cadre de sa politique d'assistance aux Chambres de Commerce leur alloue annuellement des subventions. C'est dans ce cadre que ces dernières, après étude à leur niveau, envoient au COSEC une liste de matériels du fournisseur choisi par leurs soins pour établissement d'un bon de commande et pour paiement.

4.2. Audit de l'exécution financière

4.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau du COSEC pour nous assurer de :

- L'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- L'existence d'un Bon de commande ;
- L'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- La pratique de prix normaux ;
- La conformité du contrat et de son enregistrement ;
- La conformité des clauses contractuelles et de son respect.

4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

A l'issue de nos travaux, nous relevons les déficiences suivantes :

- tous les marchés ne comportent pas de BC, BL ou PV de réception dûment signés ;
- la constitution de retenue de garantie comme prévu dans certains contrats n'a pas été faite;
- des PV de réception non datés ;
- pour certains cas de retard des pénalités n'ont pas été appliquées.

4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Les résultats de l'audit physique feront l'objet d'un rapport séparé qui sera remis ultérieurement.

5. RECOMMANDATIONS

5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

a) Elaboration des rapports trimestriels

Les rapports trimestriels d'activités doivent être transmis à la DCMP et à l'ARMP suivant le modèle donné dans le site des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

b) Procédures de classement et d'archivage

Le COSEC devrait réorganiser le système actuel de classement des documents relatifs aux marchés en centralisant toutes les pièces (ou copies de pièces) depuis le Plan de Passation

des Marchés jusqu'au règlement des fournisseurs/prestataires. Ce système serait de nature à faciliter les contrôles ultérieurs sur les procédures de passation des marchés.

c) Capacités techniques des agents responsables de la passation des marchés

Comme nous l'avons indiqué un peu plus haut, la qualité du dispositif de passation de marchés varie au COSEC selon le mode de passation de marchés. Ainsi, si les procédures d'appel d'offres sont globalement bien conduites et les dossiers dépassant les seuils systématiquement soumis à l'examen préalable de la DCMP, il n'en est pas de même des procédures de DRP où l'essentiel des dossiers conclus au cours de l'exercice 2009 n'ont pas respecté les dispositions édictées par le CMP pour l'évaluation des offres et l'attribution des marchés. Les agents responsables de la passation des marchés de DRP ont ainsi besoin d'un renforcement de capacités en matière de passation de marchés. En particulier, le COSEC devrait veiller à organiser à leur profit un séminaire de formation pratique et/ou recruter un Consultant chargé de leur fournir un appui technique ponctuel pour leur permettre de se familiariser avec les meilleures pratiques en matière de passation de marchés.

5.2. Recommandations relatives aux marchés

5.2.1. Sur les appels d'offres

Le COSEC devrait :

- Exiger que les états financiers fournis par les soumissionnaires pour attester de leur capacité financière par exemple chiffre d'affaires soient impérativement certifiés par un Expert indépendant inscrit dans un Ordre National des Experts Comptables pour assurer leur fiabilité ;
- Impartir aux soumissionnaires un délai assez raisonnable (au moins 10 jours) pour leur permettre de compléter les pièces administratives manquantes. En particulier, en application des dispositions de l'article 45 du CMP, le COSEC devrait prendre en compte le délai nécessaire à l'attribution du marché pour déterminer le délai de fourniture des pièces administratives manquantes. Ceci devrait lui permettre d'éviter en particulier d'éliminer des soumissionnaires dont les offres moins disantes manqueraient quelques pièces administratives.

5.2.2. Sur les DRP

- 1) Afin de susciter une réelle concurrence et bénéficier de prix raisonnables à une qualité appréciable, le COSEC devrait veiller à regrouper annuellement le volume global des commandes de même nature et dès que le seuil est atteint, lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en bonne et due forme ;

- 2) Les marchés figurant dans le rapport annuel transmis à la DCMP et à l'ARMP doivent être exhaustifs, en particulier pour les marchés passés par la procédure de DRP ;
- 3) Le COSEC devrait veiller à obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation ;
- 4) Pour des travaux d'impression ou de construction requérant un certain degré de technicité dépassant en particulier les seuils fixés par l'arrêté N°011585 du 28/12/2007, un minimum de formalisme doit être impérativement adopté avec l'élaboration d'un cahier de charges et l'évaluation des offres doit tenir compte de leur conformité par rapport aux spécifications techniques et de la qualification de l'attributaire. En particulier, les informations suivantes doivent être précisées :
 - Les noms des candidats consultés qui ne figurent pas dans les lettres d'invitation,
 - La description concise des prestations et les spécifications techniques requises (qui devaient être précisées dans un cahier de charges annexé aux lettres d'invitations),
 - Le modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires avec la précision des qualifications minimales requises et le projet de contrat.
- 5) Le COSEC devrait exiger des candidats pour des marchés de prestation intellectuelle dépassant les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 une offre technique comprenant notamment leur compréhension de la mission, leur méthodologie et leur plan de travail ;
- 6) Le COSEC devrait donner aux soumissionnaires un délai raisonnable pour préparer dans les meilleures conditions leurs offres ; un délai de 48h à 72h étant largement insuffisant. Ceci devrait lui permettre d'éviter notamment le désistement de certains d'entre eux ;
- 7) Les matériels et mobiliers pouvant être proposés sous différentes variantes (exemple bureaux, fauteuils ...) doivent impérativement faire l'objet d'un cahier de charges précis permettant de préciser leurs spécifications techniques (qualité des composants, dimensions...). Il en est de même du contenu des prestations de service à exécuter ;
- 8) La réception d'un matériel présentant des spécificités techniques devrait au préalable faire l'objet de tests de fonctionnement avant que ne soit prononcée sa réception ;
- 9) En l'absence d'un contrat en bonne et due forme, le bon de commande doit préciser le délai d'exécution de la commande pour permettre de fixer dans le temps les obligations contractuelles de l'attributaire ;
- 10) La modification de la consistance d'un marché (exemple ajout de lots additionnels) doit faire l'objet d'un rectificatif transmis à l'ensemble des candidats invités ;

11) Le COSEC devrait veiller :

- à finaliser les procédures de contractualisation (attribution) dans les meilleurs délais ;
- à faire figurer dans les lettres d'invitation les noms de tous les candidats invités ;
- à déterminer de façon précise les dates de dépôt des offres en visant le jour et l'heure limite (exemple Lundi 25 Janvier à 10h précises) ;
- à n'envoyer les lettres de non attribution qu'aux soumissionnaires ayant déposé une offre ;
- Si les spécificités du marché l'exigent, à évaluer la conformité des offres et la qualification de l'attributaire avant l'attribution du marché.

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES AO

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	MARCHE N°F 0653/09	MARCHE N°S 0447/09	MARCHE N°
	151.100.000 F CFA	28.195.245 F CFA	Lot 1 : 466.821.050 F CFA
Le marché n'est pas mentionné dans le PPM			
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types			
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires			
Le délai d'attribution est anormalement long	✓	✓	
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO	✓		✓
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	✓	✓
Absence de contrôle à priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution			
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution	✓		
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante		✓	
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			✓
Absence ou non-conformité du P.V. de réception provisoire des travaux	✓	✓	✓
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux	✓	✓	✓
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux	✓	✓	✓

ANNEXE 1 (SUITE) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES AO

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché	
	MARCHE N°	AVENANT AU MARCHE N° F 0653/09
	Lot 2 : 172.674.605 F CFA	28.400.000 F CFA
Le marché n'est pas mentionné dans le PPM	✓	
Le DAO n'est pas conforme aux Dossiers types		
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires		
Le délai d'attribution est anormalement long	✓	
Le marché signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO		
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	
Absence de contrôle à priori des DAO et/ou Rapport d'évaluation et P.V. d'attribution		
Absence de fourniture de la garantie de bonne exécution		
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés		
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante	✓	
Les candidats non retenus n'ont pas été informés		
Absence ou non-conformité du P.V. de réception provisoire des travaux	✓	
Absence ou non-conformité du P.V. de réception définitive des travaux	✓	

ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	DRP 1	DRP 2	DRP 3 BC N°002750
	13.077.720 F CFA	14.506.980 F CFA	3.221.400 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique	✓		
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓	✓	✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou la réception n'a pas été conforme.			

ANNEXE 2 (SUITE) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	DRP 4 BC N°002751	DRP 5 BC N°002758	DRP 6 BC N°0003014
	24.900.136 F CFA	8.284.639 F CFA	12.620.828 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			✓
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓		
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou la réception n'a pas été conforme.			

ANNEXE 2 (SUITE) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	DRP 7 BC N°002927	DRP 8 BC N°002943	DRP 9 BC N°002978
	14.160.000 F CFA	14.071.500 F CFA	3.674.048 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou la réception n'a pas été conforme.	✓	✓	✓

ANNEXE 2 (SUITE) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE COSEC CONCERNANT LES DRP

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	DRP 10	DRP 11 BC N°002979	DRP 12 BC N°002843
		6.763.170 F CFA	23.600.000 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			✓
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés		✓	
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande	✓		
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou la réception n'a pas été conforme.	✓	✓	✓

